

G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE
Association – Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 42 Rue Denis PAPIN
94200 IVRY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE
Association – Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 42 Rue Denis PAPIN
94200 IVRY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit, dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note « Règles et méthodes comptable » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif au changement de méthode comptable.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la partie « observation » du présent rapport, la note de l'annexe « Règles et méthodes comptable » expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

En application de la loi, nous vous signalons que le présent rapport n'a pu être mis à disposition dans les délais prévus par les dispositions statutaires, en raison de la communication tardive par l'association de documents et informations nécessaires à l'achèvement de nos diligences.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport du conseil d'administration, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes, ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 2026

FITECO,
Commissaire aux Comptes



Manon REBOURS
Associée

G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE
Association – Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 42 Rue Denis PAPIN
94200 IVRY SUR SEINE

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2025

G.E.F.L.U.C
District Paris Ile-de-France
Association loi 1901
Siège social : 42, rue Denis Papin
94200 Ivry sur Seine

Comptes annuels de l'exercice clos
Au 31 décembre 2025

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

BILAN	Brut	Amortiss. & Provisions	31/12/2025	31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	16 538	16 538	0	6
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	15 794	12 045	3 749	4 246
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des titres de participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 615	0	3 615	3 565
ACTIF IMMOBILISE	35 947	28 583	7 364	7 817
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 513	0	3 513	4 674
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances				
Charges constatées d'avance	6 476		6 476	6 786
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	361 200	0	361 200	359 554
ACTIF CIRCULANT	371 188	0	371 188	371 014
Frais d'émission des emprunts (IV)			0	0
Primes de remboursement des emprunts (V)			0	0
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)			0	0
COMPTES DE REGULARISATION			0	0
TOTAL DE L'ACTIF	407 135	28 583	378 552	378 831

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

BILAN	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	30 000	30 000
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	51 846	51 846
Report à nouveau	227 651	230 370
Excédent ou déficit de l'exercice	14 851	-2 719
Situation nette (sous total)	324 347	309 497
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	324 347	309 497
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	0	
Provisions pour charges	12 359	47 362
Total III	12 359	47 362
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources	0	0
FONDS DEDIES	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 338	8 419
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	13 507	13 553
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	20 000	0
Produits constatés d'avance		
Total IV	41 845	21 973
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL DU PASSIF	378 552	378 831

COMPTE DE RESULTAT 2025

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		
Cotisations		
Ventes de biens		
Ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	0	1 200
Parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	-	550 000
Concours publics et subventions d'exploitation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	152 372	109 114
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	550 000	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	38 664	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Report des ressources non utilisées des ex Ant.		
Autres produits	5 179	647
Total I	746 215	660 961
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	86 883	71 685
Aides financières	476 741	422 685
Impôts, taxes et versements assimilés	2 516	3 933
Salaires	128 896	107 401
Cotisations sociales	33 980	41 400
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 051	1 039
Dotations aux provisions	3 661	38 664
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3 363	3 174
Total II	737 092	689 981
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	9 123	- 29 021
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 727	10 781
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	5 727	10 781
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 727	10 781
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	14 851	- 18 240
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	0	15 521,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	0	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	15 521
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	751 942	687 263
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	737 092	689 981
EXCEDENT OU PERTE	14 851	- 2 719
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Prestation en nature	52 500	6 820
Dons en nature		
Bénévolat	39 082	42 049
TOTAL	91 582	48 869
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	52 500	6 820
Prestations en nature		
Personnel bénévole	39 082	42 049
TOTAL	91 582	48 869

GEFLUC DE PARIS ILE DE FRANCE

ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2025

Annexe au bilan clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 378 552 € et au compte de gestion présenté sous forme de liste faisant apparaître un excédent de 14 851 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

RAPPEL DE L'OBJET DE L'ASSOCIATION

L'association a pour but de réaliser dans les départements d'Ile de France, l'action entreprise par la **Fédération Nationale du Groupement Des Entreprises Françaises dans la Lutte Contre le Cancer (FEGEFLUC)**, c'est-à-dire d'aider les malades (financements d'équipements, aide sociale, réinsertion professionnelle), de développer la prévention de la maladie dans les entreprises, et de financer la recherche.

Les moyens mis en œuvre par l'association pour réaliser son objet proviennent principalement :

- de collecte de fonds auprès d'entreprises et de particuliers,
- de fonds versés par un ancien président fondateur du GEFLUC IDF et de la FEDERATION FEGEFLUC.

Le Conseil d'administration définit les orientations stratégiques pour l'exercice et vote les budgets à allouer aux actions d'aides aux malades, de prévention du cancer dans les entreprises et pour financer la recherche. Il vote également le budget de fonctionnement.

Un comité scientifique de personnalités et de sachants indépendants affecte chaque année les fonds destinés à la recherche.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- . Continuité de l'activité
- . Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les écritures comptables ont été enregistrées sur la vue des justificatifs classés dans le dossier des pièces comptables.

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06 et 2023-03, relatif à la modernisation des états financiers, s'applique à toute entité soumise aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif au Plan comptable général, est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement a notamment pour effet :

- l'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- l'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Ce nouveau règlement n'a pas entraîné de changement significatif dans les méthodes comptables appliquées par l'association Groupement Des Entreprises Françaises dans la Lutte Contre le Cancer (GEFLUC).

Le cas échéant, les impacts liés à la première application du règlement ANC n°2022-06 et 2023-03, ont été analysés conformément aux dispositions prévues par l'ANC et sont sans incidence significative sur la présentation des comptes annuels.

CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION DES COMPTES

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions 10 ans
- Matériel bureau et informatique 3 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

Situations et mouvements Rubriques	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	16 538			16 538
Immobilisations corporelles	15 246	548		15 794
Immobilisations financières	3 565	50		3 615
TOTAL	35 348	598		35 947

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	16 531	7		16 538
Immobilisations corporelles	11 000	1 045		12 045
Immobilisations financières				
TOTAL	27 531	1 052		28 583

TABEAU DES PROVISIONS

Situations et mouvements	A	B	C	D	E
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Ajustement à l'ouverture	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour risques	38 664			38 664	0
Provisions pour charges	8 698	3 661			12 359
Provisions pour dépréciations					
TOTAL	47 362	3 661		38 664	12 359

Provision pour charges

Elle correspond à la provision pour IFC. Conformément à la recommandation ANC n° 2013-02, nos calculs sont basés sur la méthode des « Unités de crédits projetées ».

Cette méthode prend en compte la probabilité du maintien du personnel dans l'entreprise jusqu'au départ en retraite, l'évolution prévisible de la rémunération future et un taux d'actualisation.

Les calculs effectués individuellement pour chaque salarié de l'effectif global concerné, prennent en compte les droits acquis par référence à la convention collective applicable, le salaire brut mensuel moyen à la date de calcul, le taux de rotation du personnel, la table de mortalité, une hypothèse de revalorisation moyenne des salaires et une actualisation fondée sur les taux de rendement obligataires.

Cette provision s'élève à 12 359 euros au 31 décembre 2025.

Les principales hypothèses de calcul sont les suivantes :

Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies	3.6%	[1]
Taux de charges patronales moyen pour les cadres	40%	
Taux d'évolution salariale moyen	0%	

[1] Correspondant à la moyenne arithmétique des TEC 10 du mois augmentée d'une marge de 0.25%

Source : Agence France Trésor

Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Au cours de l'exercice 2025

52 500

ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an			Echéances à moins 1 an	A plus 1 an	A plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé				Emprunts obligataires convertibles (2)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires				
Prêts (1)				Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Autres	1000	1000		à 2 ans au maximum à l'origine				
Créances de l'actif circulant				à plus de 2 ans à l'origine				
Créances clients et comptes rattachés	2513	2513		Emprunts et dettes financières divers (2)	8 338	8 338		
Autres				Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Charges constatées d'avance	6 476	6 476		Dettes fiscales et sociales	13 507	13 507		
				Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
				Autres dettes	20 000	20 000		
				Produits constatés d'avance				
TOTAL	9 989	9 989		TOTAL	41 845	41 845		
(1) Prêts				(2) Emprunts				

accordés en cours d'exercice. Prêts récupérés en cours d'exercice.				souscrits en cours d'exercice. Emprunts remboursés en cours d'exercice.				
---	--	--	--	--	--	--	--	--

Les autres créances (2 513 €) correspondent aux dons appelés en décembre 2025 mais encaissés en janvier 2026.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES (PAR LA VOLONTÉ DU DONATEUR)

Situations	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Reprise en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources		A	B	C	D = A - B + C
XXX		Néant			
TOTAL					

RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC, DES LEGS ET DES DONATIONS AFFECTÉS (PAR LA VOLONTÉ DU DONATEUR)

Situations	Montant initial (2)	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources		A	B	C	D = A - B + C
- Dons manuels					
Sous-total					
- Legs et donations					
Sous-total					
TOTAL		Néant			

TABLEAU DE SUIVI DES LEGS ET DONATIONS

Legs et donations	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice (475)	Solde des legs et donations en fin d'exercice
Leg XXX	Néant			
TOTAL				

TABLEAU DE SUIVI DES DONS EN NATURE RESTANT À VENDRE

Dons en nature	Utilisation par l'association ou la fondation				
	A nouveau (stock initial) A	Utilisées B	Sorties vendues C	Stockées D	Solde (stock final) E=A-B-C+D
	Néant				
TOTAL					

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Variations des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture	
		Montant	Dont GP	Montant	Dont GP	Montant	Dont GP	Montant	Dont GP
FP sans droit de reprise								0	0
FP avec droit de reprise								0	0
Ecart de réévaluation								0	0
Réserves	81 846							81 846	0
Report à nouveau	230 370	-2 719						227 651	0
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 719	2 719		14 851				14 851	0
Dotations consommables	0							0	0
Subventions d'investissement	0							0	0
Provisions réglementées	0							0	0
TOTAL	309 497	0	0	14 851				324 348	0

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE (CROD)

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINES ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 – PROUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	152 372	152 372	109 114	109 114
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
2 – PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	550 000			
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	49 570		28 149	
3 – SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS			550 000	
4 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5 – UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	751 942	152 372	687 263	109 114
CHARGES PAR DESTINATION				
1 – MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France	510 364	74 931	461 651	57 197
- Actions réalisées par l'organisme	510 364	74 931	461 651	57 197
- Versements à un organisme central ou à d'autres agissant en France	0	0	0	0
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres agissant en France				
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	122 735	62 069	117 455	35 846
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	122 735	62 069	117 455	35 846
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	100 331	15 372	72 212	16 071
4 – DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 661		38 664	0
5 – IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 – REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	737 092	152 372	689 981	109 114
EXCEDENT OU DEFICIT	14 851	0	-2 719	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	39 082	39 082	42 049	42 049
Prestations en nature	52 500	52 500	6 820	6 820
Dons en nature				
2 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 – CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	91 582	91 582	48 869	48 869
CHARGES PAR DESTINATION				
1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	37 661	37 661	40 628	40 628
Réalisées à l'étranger				
2 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	53 921	53 921	8 241	8 241
3 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT			0	0
TOTAL	91 582	91 582	48 869	48 869

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES	74 931	57 197	1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	152 372	109 114
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
Actions réalisées par l'organisme	74 931	57 197	1.2 Dons, legs et Mécénats	152 372	109 114
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			Dons manuels		
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie		
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	62 069	35 846			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	62 069	35 846			
2.2 Frais de recherches d'autres ressources					
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	15 372	16 071			
TOTAL DES EMPLOIS	152 372	109 114	TOTAL DES RESSOURCES	152 372	109 114
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5-REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	0	0	TOTAL	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0

AFFECTATION DE L'EXCEDENT DISPONIBLE DEFINITIVEMENT ACQUIS

Origines - Excédent comptable définitivement acquis - Report à nouveau antérieur - Prélèvement, le cas échéant, sur les réserves dont notamment la reprise de fonds antérieurement affectés au projet associatif. Affectations - Report à nouveau - Réserves (dont celle pour le projet associatif) - Fonds associatif sans droit de reprise		-2 718 230 370
	227 651 0,00	

PRODUITS À RECEVOIR

Néant

CRÉANCES À RECEVOIR

2 513

Cotisations entreprises à recevoir

2 513

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

6 476

Loyers et charges locatives

4 202

Autres locations

Divers

2 274

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Néant

DÉTAIL DES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

8 338

Comptes fournisseurs

8 338

Comptes fournisseurs factures non parvenues

DÉTAIL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES	13 507
a) Organismes sociaux	
URSSAF	1 082
Caisse de retraite, prévoyance et mutuelle	1 201
b) Taxe due sur les rémunérations	
Formation professionnelle et divers	562
c) Dettes concernant les congés payés	
Dettes congés à payer	7 242
Provisions charges sociales sur dettes congés à payer	3 421
d) Autres dettes	20 000
Aide à la recherche	20 000
HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	7 170
Honoraires comptabilisés au titre du contrôle des comptes (2024)	7 170
Honoraires comptabilisés au titre de conseils et prestations de services	Néant
INFORMATIONS À CARACTÈRE FISCAL	Néant

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

DÉSIGNATION	VALEUR COMPTABLE	VALEUR AU 31/12	ÉCART
Livret A Société Générale	81 481	81 481	
Livret d'Epargne Société Générale	263 684	263 684	
Fonds commun de placement Lazard	0	0	
TOTAL	345 165	345 165	0

Engagements sur aides accordées en 2018, 2019, 2020 2021, 2022, 2023, 2024, 2025 Néant
Restant à verser au 31.12.2025 Néant

NOTES SUR LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

CHANGEMENT DE MÉTHODE DE PRÉSENTATION

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice

Rappel de la ventilation des emplois :

Missions sociales

Il s'agit des coûts qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou de plusieurs missions sociales. La définition des missions sociales et des moyens à mettre en œuvre relève d'une décision de gestion prise par le conseil d'administration, en conformité avec l'objet de l'entité.

Frais de recherche de fonds

- Frais d'appel à la générosité du public : charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action, dont celles de l'agence de communication et des dépenses utiles pour faire connaître l'association.
- Frais de recherche d'autres ressources : frais engagés par le GEFLUC dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

Frais de fonctionnement : charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité.

Dotations aux provisions et dépréciations : relatives à la générosité du public (relatives à des legs, des donations avec charges, etc.)

Fonds dédiés : part des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. En matière d'APG il s'agit des fonds provenant de tiers comme des donateurs ou des testateurs.

Contributions volontaires en nature :

- Contribution en travail (le bénévolat principalement pour le fonctionnement des instances)
- Contributions en biens
- Contributions en services

POLITIQUE D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Béatrice Laurent s'occupe de la communication pour accroître la notoriété de l'association auprès des entreprises et des donateurs, à savoir :

- intervention et mise à jour de la communication sur les réseaux sociaux (LinkedIn ; Facebook ; Instagram) ;
- mise d'une new letter mensuelle pour les adhérents qui ont fourni leur adresse mail,
- une baseline "les entreprises contre le cancer" ;
- la prospection de nouveaux adhérents ;
- la mise en place des réunions d'information.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le total des ressources de l'association s'est élevé 751 K€, y compris une contribution financière, en provenance du Fonds de dotation Guy Berthault, d'un montant de 550 K€.

Au cours de l'exercice, le GEFLUC PARIS IDF a versé :

- 360 KC à la recherche scientifique en novembre et décembre 2025,

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE

Aucun événement significatif n'est intervenu après l'exercice comptable

PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ

La structure de communication développement étant maintenant en place, plusieurs événements sont à réaliser afin de fidéliser nos entreprises donatrices, relancer les anciens donateurs.

De plus, plusieurs solutions sont envisagées (partenariat ou autres) pour atteindre ces objectifs.

INFORMATIONS DIVERSES

EFFECTIF SALARIÉ

En nombre d'emplois équivalent temps plein (ETP) : 2

EFFECTIF BÉNÉVOLE

- a) Effectif global estimé des bénévoles apportant leur concours : 2

L'évaluation des contributions volontaires en nature est estimée 16 207 € dont 14 786 € pour la mission sociale et 1 421 € pour les frais de recherche de fonds.

- b) Effectif global estimé des bénévoles membres du Conseil Scientifique (CS) du Gefluc Paris-IDF apportant leur concours : 12

L'évaluation des contributions volontaires en nature est valorisée à environ 28 h / an par membre = 340 h + présidence et divers = 60 h

Directeurs de recherche CNRS: entre 5400 et 5450 € brut mensuel (Valeur du point 4,68602 -1/7/22)

Directeur de recherche INSERM hors échelle – classe exceptionnelle de 5690 à 6445 brut mensuel

Soit en moyenne 5 900/ mois de traitement au titre de leur fonction de direction de recherche.

Non compris les indemnités et gratifications annuelles, non compris les rémunérations perçues au titre de leur fonction de responsable de groupe en structure privée ou publique.

Par simplification on retiendra en rémunération brute mensuelle :

$$5\,900 + 20\% = 7\,080 \text{ €}$$

Les taux de charge des cotisations de l'Etat employeur ne sont pas connues.

En revanche si la mission du CS devait être exercée par des personnes rémunérées par le GEFLUC Idf, les cotisations patronales seraient dues.

A prestation équivalente, la rémunération devrait donc supporter un taux de charges patronales de 40 à 50%. Nous retiendrons par simplification un taux de 40%.

Soit : base annuelle (avec 40h hebdomadaires)

$$7080 * 12 \text{ mois} * 1,40 = 118\,944 \text{ €}$$

Soit pour l'ensemble du CS : $400 \text{ h} / (52 \text{ sem} * 40\text{h}) * 118\,950 = 22\,875 \text{ €}$

MONTANT GLOBAL DES TROIS RÉMUNÉRATIONS DES PRINCIPAUX CADRES DIRIGEANTS

Montant global des rémunérations des trois plus hauts cadres, salariés et bénévoles, avec mention des avantages en nature (art 20 de la loi 200-586 du 23/05/2006 – CC TAC 1.1.5) : il n'y a pas de cadre dirigeant rémunéré.

MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL

Les administrateurs du GEFLUC ne perçoivent aucune rémunération, de quelque nature que ce soit.

NATURE ET MONTANT DES FRAIS RÉELS REMBOURSÉS AUX ADMINISTRATEURS ET CADRES

(CC – TAC 1.1.5)

Les bénévoles administratifs bénéficient du remboursement des frais de transport engagés pour assurer leurs fonctions de bénévolat et non d'administration.

Le montant des frais remboursés à ce titre s'est élevé à 2041 en 2025, 2675€ en 2024, 1214 en 2023 1243€ en 2022, 377 € en 2021, 315€ en 2020, 1 089 € en 2019 (2018 : 2 730 €), conformément à la décision du conseil d'administration du 27 novembre 2014 approuvée par l'assemblée générale du 9 juin 2015.

INFORMATIONS RELATIVES AUX CONVENTIONS

Il n'existe aucune convention réglementée.

MANIFESTATIONS

Néant

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Emprunts auprès des organismes bancaires

- Néant

Crédits-bails : 20 K€ (photocopieur) dû par échéances trimestrielles jusqu'en mars 2029.

Legs et donations (les montants restant à encaisser doivent faire l'objet d'un suivi individualisé)

- Néant

Cautions reçues et données.

- Néant